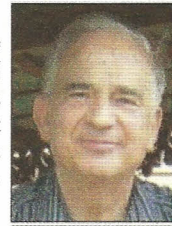


**Elections départementales - Canton de Villars-les-Dombes
22 et 29 mars 2015**



**Plus de Liberté,
d'Egalité
et de Fraternité,
dans la transparence.**

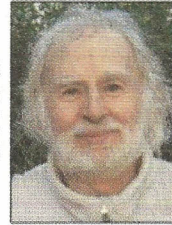
**Claude
FORTIN**
Président du Syndicat des
Propriétaires Ruraux et
Agriculteurs Indépendants
« Le Bonheur est dans le SPRAI »



**Nicole
GAGNAIRE**
Retraitée
Fonction Publique



Remplaçant
**Alexis
ROCHE**
Retraité



Remplaçante
**Céline
MASQUELIER**
Assistante
Commerciale



On délaisse l'aide aux personnes âgées et l'emploi des jeunes.

La plupart des personnes âgées doivent vivre chez elles avec environ 1000€/mois, et pour vivre en colocation en « maisons de retraite », elles doivent contribuer à plus de 3000€/mois !

*Et cette situation va encore s'aggraver dans les prochaines années. Il faut promouvoir le maintien à domicile et les services à la personne qui sont aussi **générateurs d'emplois pour nos jeunes**.*

On nous enferme dans des planifications paralysantes.

*Avec nos Plans Locaux d'Urbanisme, le prix des terrains atteint des sommets. Ce qui ne permet plus de faire construire (on n'a jamais aussi peu construit). Alors que l'on pourrait faire tourner l'économie locale de façon saine avec création de Valeurs Ajoutées Durables... (Quand le bâtiment va, tout va !...) (**Voir 1/ au verso**).*

On nous impose des restructurations qui déplacent les problèmes sans les résoudre.

*Par exemple, **les économies d'une réforme territoriale** n'ont pas été évaluées, et elle va surtout engendrer une grande confusion dans l'esprit du plus grand nombre des citoyens, ne sachant plus à qui s'adresser.*

On préfère casser, au lieu d'améliorer ce qui ne marche pas.

*Exemple : à Messimy-sur-Saône, depuis 2007, le **réseau** d'assainissement n'est pas conforme, il contamine la nappe phréatique et la rivière, il perturbe le bon fonctionnement de **la station d'épuration qui « marche »**. Mais en 2015, on veut démolir pour construire une nouvelle station... au prétexte que le coût d'une nouvelle est dilué sur l'ensemble des citoyens de l'intercommunalité... **STOP aux dépenses inutiles**.*

On crée des problèmes là où il n'y en a pas.

*On veut nous imposer des « **poubelles à puces** » qui auront pour conséquences **l'augmentation de 20 à 30% des taxes** Ordures Ménagères et la multiplication des **dépôts sauvages** dans la nature. (**Voir 2/ au verso**).*

On fait la promotion de projets inutiles.

*On étudie un « **parc régional des oiseaux** » en oubliant le « **fléau des cormorans** » qui auront bientôt découragé tous les pisciculteurs des étangs de la Dombes ! Pas de poissons = pas d'oiseaux !*

Le coût actuel de ce projet est de 1€/habitant et par an, mais ce parc inutile nous coûtera de 20 à 30 fois plus et en prime, on aura une réglementation d'urbanisme supplémentaire.

On s'obstine dans l'erreur.

*Le Syndicat Intercommunal d'Electricité nous a déjà endettés de plus de 110 000 000 d'euros pour n'avoir que 10 500 clients raccordés en **fibres optiques** (plus de 10 000 euros par client), et il persiste ! (**Voir 3/ au verso**). Pendant ce temps, rien n'est fait pour améliorer les transports en commun. Alors, faisons émerger des antennes Wifi de ce réseau fibres optiques et équipons nos bus de puces GPS que nous pourrions suivre sur nos smartphones. Pour prendre le bus, nous voulons d'abord savoir quand il va arriver. Ce n'est pas le prix du ticket qui est dissuasif, mais l'incertitude du temps d'attente.*

Nous défendrons une politique départementale pour répondre aux besoins réels des gens et nous ferons la promotion de l'avenir des jeunes et des moins jeunes.

**Votez LEF pour plus de liberté, d'égalité et de fraternité
dans la transparence.**

1/ Les Plans Locaux d'Urbanisme font le bonheur de quelques uns, mais le malheur d'un plus grand nombre.

Ces plans sont devenus des outils de spéculation pour initiés... Depuis longtemps on a perdu de vue que ces plans d'urbanisme avaient pour objectifs la préservation des espaces et l'économie des réseaux à la charge des communes.

Avec la réduction systématique des surfaces constructibles, les prix des terrains à construire atteignent des sommets, au point que « nos jeunes » ne peuvent plus s'installer, sauf à s'endetter sur 30 ans sans avoir l'assurance de conserver leurs emplois ...

Pour aller au bout de leurs emprunts, ils doivent espérer un retour de l'inflation à 2 chiffres ... et ce sont « nos aînés » qui feront les frais de cette « inflation mécanique » ...

Nous voulons des plans d'urbanisme « incitatifs au développement et qui facilitent l'installation des jeunes » !

2/ Le ramassage des ordures ménagères est un service de salubrité publique incontournable, mais il est venu à l'idée de certains de vouloir équiper nos poubelles avec des puces électroniques ...

Ils invoquent l'objectif de réduction des volumes du « Grenelle de l'environnement » ... mais c'est seulement le volume des emballages qui peut être réduit à la source ... et ce volume a déjà diminué au point que l'on en est venu à emballer les ordures en été pour pouvoir les brûler en hiver, afin de chauffer le quartier de Beligny à Villefrance s/S ! ... Et le syndicat SYTRAIVAL (usine d'incinération de VILLEFRANCHE) doit maintenant augmenter le prix de la tonne à incinérer pour équilibrer ses comptes sur moins de tonnes d'ordures à incinérer !

Pire encore, avec les puces électroniques, les syndicats (SMIDOM, SMICTOM, etc...) doivent recréer un service de facturation dont le coût (20%) doit être répercuté sur les usagers alors que les taxes et redevances (TEOM, REOM) sont actuellement gérées par le perceuteur ... lequel devra augmenter son taux d'intervention de collecte des impôts... pour rémunérer ses services.

Les « puces électroniques » ne sont donc pas « le progrès social » au sens de la **Charte de l'Environnement**, mais une première étape pour la privatisation du service ! et en plus cela incite les indécents à jeter leurs sacs dans la nature ... Les dépôts sauvages se multiplient ... et il faut les éliminer à grands frais alors qu'il est tellement plus simple de « ramasser nos poubelles ».

Avec les puces électroniques, on paye de plus en plus cher pour avoir de moins en moins de services !

3/ Le SIEA, Syndicat Intercommunal était une référence en matière d'électrification rurale, mais il s'est subitement piqué de devenir le premier syndicat de France à enterrer des câbles de fibres optiques dans tout le département ...

Il ne s'est pas demandé s'il aurait des clients, ni soucieux de la pérennité de sa technologie, mais il voulait absolument enterrer des câbles pour être le premier ... et quasiment le seul en France ... et pour ce faire, il a emprunté aux risques des concitoyens !

Reprenons un extrait du rapport de la dernière Assemblée Générale du **15 février 2014** : (document sur le site internet du SIEA)

Intervention de M. Patrick ROUSSET – Maire de St Didier de Formans Vice-Président du Conseil Général :

« Je m'adresserai plus particulièrement à **Charles de La VERPILLIERE** et à **Patrick CHAIZE** qui sont, comme chacun le sait, les artisans du développement de la fibre optique sur notre département.

En préambule, cela fait 19 ans que je suis Maire, je ne me représenterai pas mais je souhaite laisser une situation saine à mon successeur et qu'il soit informé. En effet, si le fait de développer la fibre optique sur notre département est une très bonne chose, j'ai quand même quelques inquiétudes sur le plan financier.

Aujourd'hui, aucune étude préalable n'a été faite sur les personnes qui peuvent être raccordées à la fibre optique.

La meilleure des preuves est que jeudi soir, 14 février, le Syndicat m'a appelé en me disant : on fait une réunion le 24 février dans votre commune, vous voudrez bien nous dire quelles sont les personnes susceptibles de se raccorder à la fibre optique car nous avons installé une ligne en limite de votre territoire. Donc, j'avais 10 jours pour indiquer les personnes susceptibles d'être intéressées.

A ce jour, la seule certitude que l'on ait, c'est que 184 communes ont été câblées avec 10.500 personnes raccordées, soit 11 %, alors que l'on a déjà raccordé 45 % des communes sur les 419 que compte le département.

Vous avez mandaté un bureau d'études pour la projection du développement de la fibre optique sur l'ensemble de notre territoire. Ce rapport est basé sur des prévisions, sur des hypothèses ; Charles, tu as évoqué tout à l'heure la possibilité qu'Orange vienne nous rejoindre, ce qui n'est pas encore acquis et, comme l'a indiqué tout à l'heure, Brigitte, je partage également son inquiétude face à un opérateur de cette taille. De plus, à ce jour, **Orange a déjà raccordé 73 % des entreprises de plus de 10 salariés sur son réseau.**

Vous avez également parlé du SDTAN. Dans cette étude, il a été prévu 64 Millions d'Euros. Or, aujourd'hui, le budget au niveau national est de 3,5 Milliards ce qui veut dire que l'on peut aller sur une fourchette de 36 à 40 Millions et non à 64 Millions. Et puis, la prévision de ce bureau d'études repose sur la base suivante : 95 % des habitants du département raccordés en 2046.

Qui nous dit que demain, il n'y aura pas de technologies nouvelles qui feront que la fibre optique est obsolète.

A ce jour, pour raccorder 11.500 abonnés, c'est 101 Millions de dettes.

Demain, la prévision pour raccorder l'ensemble des habitants est de 434 Millions d'emprunts auxquels il faut ajouter 255 Millions de remboursement d'intérêts, ce qui fait un montant total de 689 Millions.

Et pour répondre à mon collègue, la dette par habitant en 2046 s'élèvera à 1.148 Euros. Il faut en être tous conscients.

Si demain le Syndicat se trouve face à des difficultés financières, qui va payer les charges. Il s'agit d'un syndicat intercommunal.

Quand on voit certaines communes qui ne peuvent pas payer 2,80 €/habitant pour l'allocation de vétérance, permettez-moi d'être particulièrement inquiet. Ce que je voudrais dire, et ce que je souhaiterais, comme il va y avoir des élections municipales en mars prochain, c'est que tous les nouveaux élus aient une information réelle et cohérente car, aujourd'hui, je ne pense pas que dans cette salle beaucoup sachent que la dette sera de 1.148 € par habitant en 2046.

Je suis pour le développement de la fibre optique mais je pense qu'il faut que nous soyons réalistes et pas, comme l'a dit tout à l'heure un de nos collègues, dans le mur ».

C'est bien de nous alerter de l'imprudence des autres. Ce serait mieux de stopper ou d'avoir des solutions.

Notre réseau de fibres optiques doit servir aux transports en commun ! et alors on n'aura pas tout perdu !